

E-Conférence interministérielle Santé publique

9 janvier 2021

Rapport

Présents

Membres

○ Wouter Beke, Ministre (président de la CIM)	Gouvernement flamand
○ Christie Morreale, Ministre	Gouvernement wallon
○ Frank Vandenbroucke, Ministre	Gouvernement fédéral
○ Antonios Antoniadis, Ministre	Gouvernement de la Communauté germanophone
○ Bénédicte Linard, Ministre	Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
○ Valérie Glatigny, Ministre	
○ Alain Maron, Ministre	Commission communautaire commune, Commission communautaire française et Commission communautaire flamande

1. Achat supplémentaire de vaccins Pfizer/BioNTech COVID-19

Une fiche portant sur le dossier est disponible sur sharepoint et par email.

Le Ministre Maron points les éléments suivants :

- « Il est plus que jamais nécessaire que nous puissions disposer d'un maximum d'éléments contractuels liés à ces achats de vaccins; il est aussi indispensable que l'impact budgétaire global de cette décision soit connu (ainsi que l'impact budgétaire pour les entités).

- Cette décision va entraîner que la Belgique va disposer d'un surplus important de doses, puisque nos différentes commandes vont, au total, dépasser nos besoins; nous demandons donc qu'une stratégie soit rapidement établie pour limiter ce surplus, autant que possible au regard des engagements déjà pris par la Belgique.

Ni financièrement, ni éthiquement, nous ne pouvons-nous permettre de « gaspillage » trop important.

- Cette décision implique aussi que c'est très majoritairement le vaccin Pfizer qui va être utilisé au premier semestre 2021. Ce vaccin a un protocole d'utilisation précis et exigeant, alors que d'autres vaccins sont a priori plus simples à utiliser. Par ailleurs, il s'agit d'un vaccin à ARN messager, comme



le Moderna, mais au contraire des autres. Il n'est pas exclu non plus (mais c'est, le cas échéant, à confirmer) que certains publics soient plus réfractaires aux vaccins ARN messenger qu'aux vaccins plus « classiques », notamment chez certains professionnels de la santé.

Nous pensons donc qu'il faut veiller à un « mix » dans les vaccins disponibles et utilisés, au regard de ces éléments. Nous pensons qu'il faut veiller à ce que les J&J et Astra Zeneca restent disponibles à l'utilisation, au moins pour certains publics et dans certaines circonstances d'utilisation.

Nous demandons donc que le GT vaccination se penche au plus vite sur un plan d'utilisation des vaccins qui intègre au maximum tous ces éléments et détermine au plus vite les public-cibles et modalités précises prioritaires de vaccination (centralisées / décentralisées...) pour chaque vaccin. »

CONCLUSION ET DECISION

La CIM approuve le dossier.